

Pour un Pacte de croissance

État des lieux

Après une phase de relance de l'économie menée en ordre dispersé, les États membres de l'Union européenne, dont la France, ont changé radicalement d'orientation pour assainir, en un temps record, leurs finances publiques. De plus, en l'absence d'une nouvelle gouvernance économique renforçant l'intégration européenne, un effacement de la zone euro, toujours soumise à la spéculation financière des marchés, reste possible.

Ce choix politique s'est traduit par des plans d'austérité qui ignorent l'importance des échanges et des déséquilibres existant au sein de la zone euro. Il conduit à une très faible croissance, au maintien d'un chômage de masse, à une accentuation de la précarité du travail, à une aggravation des conditions de travail, à une pression insupportable sur les salaires, à une remise en cause des retraites, des Services publics, et plus globalement de notre modèle social. Cette politique conduite au niveau de l'Union et dans chaque État membre est injuste socialement et mauvaise économiquement. La France est dans ce cas. Elle souffre d'une croissance qui stagne et les prévisions pour 2012 sont mauvaises. Le manque à gagner amènera le gouvernement, pour atteindre la baisse des déficits qu'il a annoncé, à procéder à un nouveau tour de vis qui réduira encore la demande intérieure. Cette perspective ne créera pas les emplois nécessaires pour lutter contre le chômage, notamment celui des jeunes qui atteint des sommets. L'austérité sans croissance hypothèque gravement l'avenir de notre pays. ■



La problématique de l'UNSA

Pour l'UNSA, l'avenir de la France et de l'Europe sont intimement liés. Pour peser sur la conduite de la mondialisation, l'approfondissement de la construction européenne est donc indispensable. Mais l'UNSA revendique un changement de cap, une vraie Europe politique, promouvant la solidarité, l'union économique et monétaire, une gouvernance économique réelle au service des peuples européens et non des marchés. Dans le cadre de cette stratégie européenne et en s'appuyant sur elle, la France doit faire face au traitement de ses propres



Propositions de l'UNSA

Ancrer un Pacte de croissance dans le cadre européen

Avec la CES, l'UNSA propose de :

- Établir un « New Deal » européen, véritable plan de relance européen pour préparer l'avenir, lutter contre le chômage des jeunes et atteindre le plein emploi. Le « grand emprunt » engagé par la France doit s'inscrire dans ce cadre.
- Créer une taxe sur les transactions financières.
- Fixer un taux d'imposition minimum pour les sociétés et les revenus du capital.
- Permettre l'émission d'euro-obligations.

Concrétiser un Pacte de croissance pour la France

Dans le cadre d'une politique publique volontariste visant la relance, l'UNSA propose notamment de :

- Donner la priorité à l'Éducation et à la Formation.
- Élargir le crédit impôt/recherche aux PME.
- Renforcer les pôles de compétitivité et développer les coopérations.
- Appuyer les pôles d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises.
- Encourager l'entrepreneuriat depuis sa création jusqu'à la transmission reprise.
- Améliorer les relations interentreprises.
- Appliquer les recommandations de la conférence nationale de l'industrie comme le travail de restructuration des filières industrielles en vue de créer un réseau d'entreprises de taille intermédiaire.

Ces mesures favorisant la reprise économique et la compétitivité doivent s'accompagner de salaires décents, d'emplois stables, de meilleures conditions de travail et d'un développement durable. ■

difficultés. Elle pourra ainsi décliner la mise en œuvre de grands objectifs européens dont l'UNSA souhaite qu'ils nourrissent une contre-offensive de l'Union Européenne contre la crise : emploi, recherche-développement et innovation, changement climatique et énergie, éducation, pauvreté et exclusion sociale. Il s'agit concrètement de lutter contre l'endettement mais aussi de soutenir et stimuler la croissance et l'emploi dans une perspective de développement durable. C'est dans cet objectif que l'UNSA propose de conclure un Pacte de croissance mobilisant les acteurs de la vie économique et sociale. ■